

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## PDS : troisième congrès ordinaire en vue

**LE** président dudit parti politique, Séraphin Ndaot Rembogo, l'a annoncé samedi dernier lors de sa rentrée politique dans la province de l'Estuaire.

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

**L**E week-end écoulé, la salle Alexandre Ndaot Rilogue du siège du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), dans le quatrième arrondissement de Libreville, a accueilli les militants et sympathisants de cette formation politique dans le cadre de sa rentrée politique dans la province de l'Estuaire. Après les coordinations provinciales de l'Ogouée-Maritime, de la Ngounié et du Moyen-Ogouée, le tour est revenu à l'Estuaire de relancer ses activités en présence du président du PDS, Séraphin Ndaot Rembogo.

Cet événement a été également marqué par la présentation des nouveaux responsables des structures et organismes spécialisés du PDS. À ce titre, le leader de cette chapelle politique qui se réclame de "l'opposition responsable" s'est appesanti sur la redynamisation du PDS, en vue d'une meilleure reconquête du terrain. Toute

chose qui permettra d'enregistrer des résultats lors des échéances politiques à venir, selon Séraphin Ndaot. Ainsi, pour y parvenir, le parti du président du Conseil

Par ailleurs, à en croire le président du PDS, le parti qu'il dirige reste debout et en forme

national de la démocratie (CND) entend mettre en œuvre son credo basé sur la social-démocratie avec, à la clé, son discours "mobilisateur et fédérateur". Dans la même foulée, Séraphin Ndaot Rembogo a annoncé la tenue prochaine du troisième congrès ordinaire de son parti. À l'en croire, deux villes pourraient accueillir ces assises, à savoir : Libreville et Port-Gentil.

Par ailleurs, à en croire le président du PDS, le parti qu'il dirige reste debout et en forme, contrairement à ceux qui pensent qu'il existe "une sempiternelle crise de confiance au sein du PDS". Allusion sans doute aux commentaires, lors de sa démission il y a quelques jours, à Port-Gentil,



Les militants PDS de l'Estuaire, lors de la rentrée politique.

de Jean-Jacques Igambas Ikinda, membre du bureau national et conseiller du président du parti. On se souviendra de ce que, dans sa lettre de démission datée du 2 février, l'intéressé avait indiqué: "malgré mon implication aux différentes négociations dans lesquelles le parti était engagé, et l'employabilité de quelques militants, Monsieur le président, je confirme qu'un comportement de méfiance s'est installé à mon encontre". Igambas Ikinda en

veut pour preuve, "l'attitude ouverte des responsables des structures du parti qui tiennent des réunions et mènent des actions sans m'associer ni m'informer. Et aussi, la dernière cérémonie de vœux à laquelle j'ai été volontairement écarté". Malgré cette situation, Jean-Jacques Igambas Ikinda reconnaît tout de même avoir beaucoup appris aux côtés de son ancien leader Séraphin Ndaot Rembogo.

Il importe de rappeler que cette

démission n'est pas la première. Avant celle-ci, on a enregistré, certes il y a plusieurs années déjà, celles de Franck Rebela et de Marie Stéphanie Inguiessi (désormais député du PDG). Bien que le président du PDS semble rassurer quant à la bonne santé de sa chapelle politique, il reste que les multiples entourloupes et autres guéguerres sont de nature à confirmer l'existence d'un malaise profond au sein de sa formation.

## La Semaine

### L'autre actualité venue de l'UOB

NOUS ne reviendrons pas sur la sortie du procureur de la République près le tribunal de première instance de Libreville, André Patrice Roponat, en réaction aux déclarations des avocats de certains détenus dans le cadre de l'opération "Scorpion". Déclarations jugées du reste infondées voire mensongères, au regard des résultats des enquêtes menées à la demande de la garde des Sceaux. Ce qui d'ailleurs a suscité le courroux du barreau du Gabon. Lequel a, entre autres, relevé que lesdites enquêtes n'ont pas été menées conformément au "principe du contradictoire"...

Parmi les autres faits qui auraient également pu susciter davantage d'intérêt ici, on

peut citer la clôture de la plénière ayant réuni le gouvernement et les partenaires sociaux (patronat et syndicats), sur la réforme du Code du travail. Par rapport à ce projet, on retiendra que le rapport issu de ces assises sera soumis au Bureau international du travail (BIT). Toutefois, les partenaires sociaux ont promis d'être "très attentifs" dans le suivi de l'évolution de cette réforme à l'origine d'une ébullition du front social il y a quelques semaines. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que l'évolution de la situation au niveau du rectorat de l'Université Omar-Bongo (UOB) a surpris plus d'un observateur de la vie universitaire dans notre pays. Au

moment où d'aucuns s'attendaient à ce que le Pr Marc-Louis Ropivia, jusque-là recteur de l'UOB, soit sanctionné pour être passé outre les nominations effectuées en Conseil des ministres, l'homme a choisi de poser sa démission. Un fait inédit dans l'histoire de cette institution du savoir, cinquantenaire aujourd'hui.

La décision du Pr Ropivia, éphémère ministre de l'Enseignement supérieur sous Omar Bongo Ondimba, a été diversement appréciée. Certains y ont vu un acte de "courage" et de "bravoure", parce que posé dans un pays où la démission ne fait pas partie des mœurs de nos personnalités publiques. Loin s'en faut! D'autres par

contre y voient un acte de "désespoir", de la part d'un homme qui, acculé selon eux, sur plusieurs fronts, y compris celui de sa gestion, n'avait plus d'autre choix que de jeter l'éponge...

Dans tous les cas, de tout cela on retiendra au moins qu'avec cette démission, de l'UOB on aura eu droit à un autre type d'actualité, différent de celle des grèves, barricades et autres affrontements avec les forces de l'ordre. En attendant la suite des événements.